

LE GRIPEN A DU **PLOMB** DANS L'AILE

VOTATION

La campagne sur l'achat du nouvel avion de combat était déjà mal partie. Mais l'inaction de l'armée lundi à Genève finit de faire douter les Suisses.

L'histoire de notre armée de l'air qui n'opère que pendant les heures de bureau a déjà fait le tour du monde depuis lundi. En Suisse, les commentaires sont aussi nombreux et grinçants face à cette scène kafkaïenne, où ce sont deux Mirage français qui ont dû sécuriser le Boeing éthiopien détourné sur Genève à l'aube, alors que les Forces aériennes suisses attendaient 8 h du matin pour se mettre éventuellement en branle, comme le veut l'horaire habituel. Cette inaction relance de plus belle le débat sur l'utilité d'acheter 22 nouveaux avions de combat pour plus de 3 milliards de francs. Les Suisses décideront du sort des Gripen le 18 mai dans les urnes. Et c'est peu dire que la campagne semble fort mal partie. Décryptage.

LA LONGUE PANNE DE LA POLICE AÉRIENNE

Un service de piquet 24 h sur 24 est discuté depuis 2003, mais rien n'est prévu avant 2020!

Pour justifier l'absence de chasseurs suisses dans le ciel genevois lundi, le ministre de la Défense, Ueli Maurer, rejette la faute sur «la politique et ses coupes incessantes» dans le budget de l'armée («Le Matin» d'hier). Et il indique avoir mis en route un projet de surveillance continue de notre espace aérien, qui sera pleinement opérationnel en 2020. Mais ce qu'on oublie de dire Ueli Maurer, c'est qu'il a fait geler ce projet pour des questions budgétaires, après un vote pourtant positif du Parlement en 2010. Un consensus s'était enfin dégagé après plus de sept ans de palabres, le Conseil fédéral ayant effectivement décidé en 2003 que la police aérienne devait devenir une mission prioritaire de l'armée. Voilà donc plus de dix ans que les F/A-18 et les Tiger de l'ar-



mée suisse n'ont servi que pendant les heures de bureau. Et même avec des Gripen ultramodernes, il faudra encore attendre six ans supplémentaires pour qu'une «alerte de réaction rapide» (QRA en jargon militaire) soit assurée 24 h sur 24. 2003-2020: voilà donc un délai difficile à justifier pour assurer une soi-disant priorité de notre défense. Et les raisons budgétaires invoquées pour ce retard sont tout aussi difficiles à comprendre: un service de piquet est estimé à environ 25 millions de francs, soit moins de 1% du budget total de l'armée!

LE SOLO D'UELI MAURER
Le ministre de la Défense ne peut bientôt plus que compter sur l'UDC pour le soutenir

Cinq ans de manœuvres, de lobbying débridé et de rebondissements au Parlement fédéral ont précédé le choix de l'achat du Gripen auprès du suédois Saab. Résultat: les fronts pro et anti-Gripen dépassent largement l'habituel clivage gauche-droite sur les

questions militaires. Des ténors de droite se retrouvent ainsi aux côtés des antimilitaristes en vue de la votation du 18 mai. Pire encore, le front bourgeois en faveur du «oui» vient de se tirer un gros autogoal. Ce week-end, le Parti démocrate-chrétien a annoncé brutalement qu'il renonçait à assurer comme prévu la direction de la campagne pro-Gripen. Raison invoquée: l'ingérence de Saab et de la Suède, dont l'ambassadeur s'est permis de dénigrer la vice-présidente du PDC dans une note secrète révélée dans les médias. «Cette forme d'ingérence a fini de nous convaincre de laisser le leadership de la campagne à l'UDC et

à son ministre, Ueli Maurer», commente sobrement Christophe Darbellay, président du PDC. Il ne l'avouera pas, mais laisser le ministre de la Défense et son parti donner de leçons en première ligne d'une votation casse-gueule n'est pas pour lui déplaire. Hier, l'UDC a en tout cas annoncé officiellement reprendre la direction de la campagne.

L'OMBRE DE L'ARGENT ET DES LOBBIES
L'activisme des Suédois et les manœuvres des concurrents pourrissent la campagne

Ce n'est pas le moindre paradoxe de la campagne qui s'amorce: l'UDC va devoir défendre un dossier aux côtés d'un pays européen, la Suède, que les adversaires du Gripen accusent d'ingérence et de pressions inadmissibles dans une votation du peuple suisse. L'influente sénatrice Christine Egerszegi-

Obrist (PLR/AG) fait partie de ces opposants: «Plus j'entends les Suédois nous marteler qu'il faut que la Suisse achète leurs Gripen, sinon leur constructeur Saab va sombrer avec son nouvel avion de combat, plus je suis motivée à combattre cet achat insensé!»

Sommé par Ueli Maurer lui-même de cesser de mettre de l'argent dans la campagne et de s'en mêler, Saab reste soupçonné d'agir par la bande. On peut d'ailleurs compter sur les concurrents écartés - EADS (Eurofighter) et Dassault (Rafale) - pour alimenter fuites et rumeurs sur les mé-

thodes suédoises. Un crash du Gripen dans les urnes relancerait leurs chances de passer un contrat avec la riche Suisse, un jour peut-être.

● **LUDOVIC ROCCHI**
ludovic.rocchi@lematin.ch

LIRE AUSSI EN PAGES 2 ET 20

22
C'est le nombre de Gripen E (avions de combats du suédois Saab encore à l'état de prototype) que la Suisse veut acheter pour 3,126 milliards de francs.

Peter Klauzner/Keystone

AVEC LES GRIPEN, LA SUISSE SERA-T-ELLE MIEUX PROTÉGÉE, 24 H SUR 24?

HANS FEHR (UDC/ZH) **OUI**

«On aura davantage de capacités pour réagir sur les événements»

«La couverture intégrale du ciel est un argument de plus pour le Gripen. On pourrait le faire aujourd'hui avec les F/A-18, mais si plusieurs événements arrivent en même temps, on n'aurait plus la capacité de réagir.» Pour le conseiller national zurichois Hans Fehr, c'est une question de crédibilité et pour éviter de se retrouver sans ressources: «En janvier, les Forces aériennes ont sécurisé en même temps le WEF et la conférence sur la Syrie à Montreux. Mais s'il arrivait un autre événement, comme un détournement par exemple, on n'aurait plus de réserve.» Pour lui, le défaut de couver-

ture actuelle de l'espace aérien suisse est «insupportable», mais il ajoute que cette situation est bien connue du monde politique à Berne: «Je n'étais pas surpris de ce qui s'est passé à Genève, ni mes collègues de la Commission de sécurité, tout le monde était informé de cette situation.» Il pointe alors du doigt ses collègues qui s'en prennent à l'armée: «Il y a quelque mois, Ueli Maurer a dit qu'on pouvait élargir la couverture du ciel suisse, mais qu'il fallait de l'argent, plus d'infrastructures, plus de pilotes, de mécaniciens. Mais la gauche s'oppose à ces investissements estimant toujours qu'il faut réduire le budget de l'armée.» ● **E. FY**

Laurent Crottet

ÉRIC VORUZ (PS/VD) **NON**

«On a déjà trop d'avions et pas assez de pilotes!»

Le conseiller national vaudois, membre de la Commission de la politique de sécurité, estime que les Gripen ne permettront pas une meilleure couverture: «Non, aujourd'hui nous avons déjà trop d'avions et pas assez de pilotes. Il faut d'abord en former et utiliser les F/A-18.» Ces derniers ont été modifiés à partir de 2008 et il en a coûté 400 millions à la Confédération: «Ils ont été modifiés pour faire la police du ciel et on nous a dit en commission qu'ils seraient opérationnels pour vingt ans.» Et pourtant, lundi matin à Genève, ce sont les Mirage français qui sont intervenus. «Au PS, nous avons toujours défendu l'option d'un accord avec les pays limitrophes. L'intervention des Italiens et des Français montre qu'une police du ciel en commun peut fonctionner, mais on nous répond toujours que cela ne joue pas avec la neutralité.» Ueli Maurer explique que cette situation est due aux économies imposées à l'armée. «Je suis furieux de cette remarque, rétorque le Vaudois, la police du ciel doit être sur le pied de guerre 24 heures sur 24. Nous demandons des économies sur des achats de tanks ou de matériel inutiles, mais pas sur cette tâche prioritaire.»

Laurent Crottet

